Dans l'antichambre de l'emploi des vulnérabilisés

Les usages variés du temps du service civique chez des décrocheurs scolaires

Gérald HOUDEVILLE(1), Charles SUAUD(2)

(1) MCF en sociologie - Université catholique de l'ouest d'Angers – chercheur au Cens,
(2) Professeur émérite en sociologie - Université de Nantes – chercheur au Cens

Résumé : En se focalisant sur une sous-population de jeunes en service civique, décrocheurs scolaires au sens de sortants sans diplôme de l'enseignement secondaire, l'article examine les conditions dans lesquelles ces jeunes, mis hors du temps scolaire, s'approprient le temps de ce dispositif qui s'affiche comme un lieu de renforcement de l'idéal citoyen et de soutien à la définition des « projets d'avenir » – y compris professionnels – des jeunes impliqués. Par la méthode qualitative (environ 100 entretiens), nous cherchons à comprendre la diversité de leur mode d'appropriation du temps du service civique (y compris à distance) rendue possible grâce à une organisation souple. Tout en renonçant à un point de vue normatif, le propos est de faire apparaître comment les usages du temps du service civique diffèrent – du temps pour rien à la coopération active – en fonction du parcours scolaire effectué (durée, nature des difficultés rencontrées) et de l'état des ressources, notamment familiales, dont les décrocheurs disposent.

Mots-clés : Service civique, décrochage scolaire, incorporation, rapport au temps, vulnérablisation.

Abstract : By focusing on a sub-population of young people in « service civique », school dropouts in the sense of high school graduates without a diploma, the article examines the conditions in which these young people, who are taken out of school, appropriate the time of this program, which is seen as a place to reinforce the civic ideal and to support the definition of future projects - including professional projects - of the young people involved. Through the qualitative method (about 100 interviews), we intend to understand the diversity of their mode of appropriation of the time of the « service civique » (including at a distance) made possible by a flexible organization. While renouncing a normative point of view, the aim is to show how the use of « service civique » time differs - from time for nothing to active cooperation - according to the school course completed (duration, nature of the difficulties encountered) and the state of the resources, particularly family resources, available to the dropouts.

Keywords : « Service civique », school drop, incorporation, relationship to time, vulnerability.

« *Il n'y a pas un temps universel et unique, la société se décompose en une multitude de groupes dont chacun a sa durée propre* »
(Halbwachs, 1997, p. 189)

Quelle place le service civique, dispositif d'État inscrit au Code du service national, visant à promouvoir « l'engagement citoyen », au sens d'une participation durable à la vie publique à travers la réalisation de missions d'intérêt général, peut-il avoir dans une réflexion sur les premiers pas professionnels ? Le texte de loi de mars 2010 instituant le dit dispositif et sa mise en œuvre telle qu'on a pu l'observer sur le terrain montrent en fait que la promotion de la participation citoyenne n'est pas exclusive d'autre but tel que celui de l'insertion professionnelle. La loi stipule qu'une attestation de service civique et un document décrivant les activités exercées évaluant les aptitudes, les connaissances et les compétences acquises pendant la durée du service sont remis aux jeunes à son issue. Nous avons par ailleurs déjà mentionné la fréquence du recours à la métaphore du tremplin professionnel dans les représentations courantes de la promotion du service civique qui laissent entendre que le dispositif est aussi envisagé comme un moyen d'acquérir des compétences professionnelles (Houdeville *et al.*, 2020). Ensuite, on peut observer des usages du service civique résolument tournés vers l'objectif d'insertion professionnelle comme ce dont nous avons pu nous rendre compte récemment dans un lycée d'une grande métropole du sud-est de la France : dispositif d'accompagnement vers la qualification (DAQ), au sens de l'Éducation nationale, le service civique y était présenté, à la rentrée de 2020, aux jeunes concernés, sous l'appellation de programme « Booster pro » dans lequel étaient prévus des « temps en classe [qui] seront plus pour travailler le projet professionnel et travailler les compétences que vous pouvez avoir, l'image de soi, la confiance en soi » selon les mots de l'une de ses animatrices, coordonnatrice de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS). Enfin, on peut mentionner le Contrat d'engagement jeune, entré en vigueur le 1er mars 2022, par lequel le gouvernement souhaite accompagner la jeunesse en matière d'insertion sur le marché du travail : le service civique est une des propositions parmi d'autres (formation professionnelle qualifiante, stage en entreprise, formation en alternance) qui pourra être faite aux jeunes dans ce cadre.

Enquêter, comme propose d'en rendre compte le présent article, sur les jeunes décrocheurs scolaires en service civique implique d'avoir à faire à une population d'individus sortis, voire exclus, du système scolaire et considérés à ce titre comme vulnérables, c'est-à-dire vus comme privés des ressources les plus efficaces pour entrer et se positionner sur le marché du travail (on sait qu'un niveau faible de diplôme voire pas de diplôme du tout expose davantage au risque du chômage, aux formes précaires de l'emploi, etc.). Nous faisons ici le pari que le concept de vulnérabilité ou mieux de vulnérabilisation peut permettre d'éclairer ce que sont les premiers pas professionnels de ces jeunes enquêtés qui, pour la plupart, ont été acheminés vers le service civique dans la perspective d'amoindrir leurs difficultés à accéder au marché de l'emploi. Il ne s'agit pas pour autant, comme on le verra, de faire de ces jeunes des jeunes dépourvus de toute ressource dans l'absolu – à cet égard nous nous situons dans la lignée de la critique formulée récemment par les sociologues à l'égard des discours sur la

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

vulnérabilité (Faure, Thin, 2019) ou encore de celle des présupposés des institutions de l'insertion concernant les destinataires de leur action (Couronné et Sarfati, 2018).

Le service civique, nouvelle fabrique du citoyen *à la française*

Régi par la loi de mars 2010 qui unifie des variantes antérieures, le dispositif du service civique est destiné à tous les jeunes de 16 à 25 ans, invités à s'« engager » de manière volontaire, pour une durée de six à douze mois, dans le cadre de missions d'intérêt général au sein d'associations, d'établissements publics ou de collectivités territoriales. Le service civique « a pour objet de renforcer la cohésion nationale, la mixité sociale et offrir à toute personne volontaire l'opportunité de servir les valeurs de la République et de s'engager en faveur d'un projet collectif en effectuant une mission d'intérêt général auprès d'une personne agréée » (Blanchet, Serres, 2017) pour reprendre volontairement les termes de ses promoteurs et mettre en lumière, comme on le verra par la suite, ce qu'ils peuvent avoir de décalé au regard des appropriations dont il peut être l'objet de la part de jeunes. Il est un dispositif d'État inscrit au code du service national et, plus largement, dans l'histoire de la formation du citoyen *à la française*. Au cours de leurs missions, les jeunes bénéficient du suivi d'un tuteur chargé de les accompagner, y compris dans leur « réflexion sur [leur] projet d'avenir ». En contrepartie, les jeunes perçoivent une indemnité mensuelle de 600 euros. Deux formules existent : l'une, ordinaire, correspond à 24 heures par semaine minimum dédiées à la réalisation de missions d'intérêt général dans une dizaine de domaines (culture et loisirs, éducation, environnement, santé, solidarité, etc.) à laquelle vont s'ajouter des temps de « formations civiques et citoyennes » ; l'autre, dite combinée, comprend, à côté de la mission et des « formations civiques et citoyennes », deux jours et demi par semaine de temps scolaire pour lequel les jeunes concernés, mineurs, bénéficient de l'accompagnement de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) – formule très minoritaire, c'est une vingtaine de jeunes qui sont concernés en 2019 sur les 2295 jeunes en service civique dans le département du Sud-Est de la France lors de la dernière enquête (*cf.* encadré ci-dessous). À ce jour, l'Agence nationale du service civique communique sur « un bilan très positif » du dispositif arguant du fait que depuis 2010 ce sont plus de 500 000 bénéficiaires, l'année 2021 étant marquée avec un effectif de plus de 140 000 jeunes volontaires, 2022 par un effectif programmé compris entre 160 000 et 200 000.

Les jeunes décrocheurs forment une population minoritaire, de l'ordre de 15 à 17 % des jeunes en service civique suivant les régions. Ce choix de privilégier cette sous-population est explicitement orienté non vers une meilleure connaissance statistique de ce dispositif mais bien vers une intention d'en tester, auprès de jeunes ayant interrompu précocement leur cursus scolaire, les effets annoncés depuis 2015 comme devant servir les intérêts de tous les jeunes français.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines,
ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

La vulnérabilisation de jeunes décrocheurs scolaires en service civique

Dans son livre de synthèse, Garreau (2018) définit l'état de vulnérabilité comme étant à l'articulation de deux types de déterminations sociales : les unes relèvent de propriétés constitutives de la condition humaine, donc générales faisant l'objet d'un point de vue anthropologique (elle parle de « vulnérabilité fondamentale ») ; les autres engagent des facteurs sociaux, attachés aux conditions de vie différentielles des groupes sociaux (il s'agit alors de « vulnérabilité problématique »). Sans entrer dans une lecture critique de la façon dont cette auteure pense cette articulation et retient une acception de la vulnérabilité comme un état, on exploitera la piste que ses travaux suggèrent. Nous approfondirons en particulier l'aspect d'articulation des effets combinés de contraintes existentielles impliquées dans le développement social et psychologique des individus, en l'occurrence la nécessité de relations interpersonnelles, et de conditions sociales particulières dans lesquelles ces interactions se développent de manière inégalitaire. Les enseignements tirés de nos enquêtes de terrain permettent de transposer cette interprétation de la vulnérabilité – nous préférons parler de vulnérabilisation pour saisir le caractère processuel de cette condition – à la population de jeunes en service civique, vulnérabilisés dans l'accès à l'emploi du fait de leur décrochage scolaire.

La construction du présent article repose sur une articulation de ce type que les acquis d'un contact prolongé avec des jeunes décrocheurs dans deux régions contrastées du point de vue socio-économique ont progressivement confortée. Par-delà les différences de conditions que nous mentionnerons ci-après entre les jeunes décrocheurs enquêtés, ils ont en commun d'appartenir à une tranche d'âge où ils ont à se construire comme individus autonomes. La nécessité à laquelle nous avons été confrontés d'introduire des sous-populations en fonction du moment de la sortie du système scolaire vient renforcer le constat que ce processus de construction de soi comme individu – dans un langage politique le service civique parle de « citoyen » – s'opère dans le temps à un double niveau : selon le temps objectif des institutions de formation et de l'accès au marché du travail, et subjectif, celui des agents sociaux sommés de devenir des « individus » à leur rythme propre, en fonction de leurs ressources (Castel, 2001). Se pose alors la question de savoir comment vont se comporter des garçons et des filles, jeunes mais exclus de l'école censée leur donner des armes symboliques pour se structurer mentalement et, ce que l'on finit par oublier, tenue de les inscrire dans un temps (relativement) protégé, hors de la contrainte d'avoir à trouver dans l'urgence leur place sur le marché de l'emploi. C'est la raison pour laquelle, depuis la première enquête dans les années 2016-2017 (Houdeville et Suaud, 2019), la manière dont les jeunes décrocheurs vivent le temps du service civique – il serait plus juste de dire comment les jeunes « se vivent » pendant le temps du service civique – s'est avérée être le principe le plus puissant pour comprendre leurs modes d'appropriation du service civique comme autant de façons, très inégales socialement, de se mettre en situation de se dégager du processus de vulnérabilisation dans lequel ils se trouvent pris. Ainsi, construire la population enquêtée selon les différents rapports au temps en fonction desquels ils vont s'approprier le dispositif du service civique doit permettre de comprendre les fragilités dont pâtissent les jeunes décrocheurs en fonction de leurs ressources sociales et familiales et de leurs manières d'en sortir et de s'en sortir (ou non) par le recours au service civique.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

Une enquête en trois temps sur des jeunes décrocheurs en service civique

Les travaux empiriques de recueil d'informations sur le terrain des jeunes en service civique sur lesquels repose la présente réflexion ont été réalisés en trois temps distincts. Le premier, ayant *in fine* débouché sur la publication d'un ouvrage en 2019 (Houdeville et Suaud), a consisté dans l'analyse d'entretiens réalisés en 2016 et en 2017 auprès de 38 jeunes de tous les départements d'une région de l'ouest de la France choisis en raison du caractère interrompu, au moment de l'entretien, de leur parcours de formation (du milieu des années collège à l'issue de plusieurs années dans l'enseignement supérieur sans être parvenu à y décrocher un diplôme). Le deuxième temps a consisté à interroger de nouveau celles et ceux que nous avions rencontrés la première fois afin de savoir cette fois-ci ce qu'ils étaient devenus plusieurs mois après la fin de leur service civique [N=10], auxquels ont été ajoutés quelques jeunes étudiants ayant obtenu au moins un diplôme de niveau Licence, parfois de niveau Master [N=8]. Enfin, le troisième temps a consisté en une enquête, conduite en 2020 et 2021, auprès de 45 jeunes en service civique décrocheurs scolaires, au sens de sortants sans diplôme de l'enseignement secondaire, dans un département d'une région du sud-est de la France. (Bernard *et al.*, 2021)[a]

C'est donc au total près d'une centaine de jeunes de 16 à 25 ans (et principalement en situation d'interruption de leur cursus de formation) en service civique qui ont été interrogés sur ce qu'ils étaient en train de vivre (ou avaient vécu plusieurs mois plus tôt dans le cas de la deuxième enquête). Les entretiens de la première et de la troisième enquête ont porté sur la manière dont ils avaient entendu parler du dispositif et comment ils y étaient venus, sur leur histoire personnelle (école, activités professionnelles éventuelles, relations familiales, relations au groupe de pairs, activités de loisirs, associatives), sur leur expérience du service civique proprement dite et, enfin, sur leur rapport à l'avenir proche après le service civique – les entretiens de la deuxième enquête comportaient en plus un temps de questions sur ce qu'ils avaient fait après leur service civique (reprise ou non de formation, emploi, etc.), ce que celui-ci avait éventuellement changé dans leur vie.

[a]Enquête réalisée à la demande de l'Agence du service civique par Pierre-Yves Bernard, Gérald Houdeville, Céline Jacob et Charles Suaud

La population hétérogène des décrocheurs scolaires

La compréhension des rapports au temps que nous serons amenés à distinguer, sans prétendre parvenir à distinguer des catégories étanches, suppose une connaissance des conditions de vie des jeunes décrocheurs enquêtés. Si l'on s'en remet à notre recherche la plus récente (*cf.* encadré ci-dessus), il y a lieu de situer ces jeunes comme appartenant majoritairement aux classes populaires, plus particulièrement à la catégorie des employés, les enfants de cadres moyens tenant la place des jeunes les plus favorisés. Leur situation familiale oblige à distinguer les occupations professionnelles peu stabilisées des pères (nombreuses périodes de chômage, maladies, occupations ignorées) des conditions socialement basses mais plus pérennes des mères qui, dans plus d'un

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

tiers des cas, assurent seules le soutien matériel et psychologique des décrocheurs – sur les 45 jeunes décrocheurs interviewés dernièrement, 36 (soit 80 %) ont une mère au foyer ou occupant un poste d'employée (femmes de ménage, aides-soignantes). Le décrochage scolaire apparaît ainsi comme un effet de l'intériorisation par les enfants de la distance entretenue par les parents, principalement par les pères, aux instances de socialisation par excellence que sont l'école et le monde du travail. Une dissymétrie dans l'encadrement familial s'observe d'ailleurs avec la mobilisation des mères qui, très souvent, sont à l'origine des démarches et des recherches pour l'orientation de leur enfant vers le service civique.

Toutefois, la force de ces constats n'autorise pas à considérer les décrocheurs scolaires comme formant un groupe homogène, c'est-à-dire caractérisé par un type univoque de vulnérabilisation dans la distance aux ressources du système scolaire notamment. Deux raisons peuvent être avancées en ce sens :

- Le temps passé dans le système scolaire, même sans obtention de certification, est un facteur très clivant de différenciation entre jeunes décrocheurs. Outre le fait qu'une sortie précoce de l'école atteste un âge plus bas, celle-ci prend la forme d'un rejet violent – qu'on peut qualifier de viscéral – de toute situation d'encadrement pédagogique qui place ces jeunes-là en condition de total isolement, dans la difficulté à conjurer « l'emprise du présent » (Duvoux, 2021, p. 241), à se projeter dans un quelconque projet comme le voudrait le dispositif du service civique. Au fur et à mesure que le temps de scolarisation s'allonge, la distance réelle qui a conduit à un abandon de l'école peut aller de pair avec la perspective d'une reprise de formation sur la base d'un travail sur soi de la part de jeunes que la présence instituée d'un(e) tuteur/trice (et d'éventuelles ressources familiales) favorise(nt). La durée de scolarisation, objectivement mesurable, est un bon indicateur du degré de vulnérabilisation prise ici au sens d'obstacle à la reprise de la formation interrompue.

- La condition de décrocheur scolaire, à la frontière du système scolaire et du marché du travail auquel le jeune aspire, présente une autre dimension qu'on peut qualifier de relationnelle, sous le rapport de laquelle se développe un large pan de fragilités spécifiques (Garreau, 2018, p. 105 et p. 110). Insérés dans des relations familiales souvent conflictuelles, privés des effets de certification scolaire, sommés de trouver (en) eux-mêmes les ressources pour s'affirmer, les décrocheurs scolaires les plus démunis sont condamnés à faire face à des déficits en matière de reconnaissance sociale dont ils font la douloureuse expérience à chaque vaine tentative de trouver un travail par exemple. Il en va des inégalités dans la reconnaissance de la valeur individuelle comme dans les conditions permettant de se projeter dans le temps : elles ne sont pas uniformes socialement et l'enfermement dans le temps présent s'impose avec plus de dureté au fur et à mesure que l'on a à faire à des catégories sociales plus dépossédées – même si le déficit de reconnaissance peut aussi être le fait de jeunes plus dotés, diplômés par exemple, se présentant sur le marché du travail sans parvenir à s'y faire valoir.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

L'évocation de ces différentes modalités de vulnérabilisation laisse entendre qu'on a à faire à des faces indissociables, objectives et subjectives, de la vie des individus qui se répondent et se manifestent sous des formes incorporées. Le besoin de reconnaissance que les décrocheurs manifestent n'exprime sans doute pas tant une volonté de « rehausser [leur] prestige dans la société » (Honneth, 2020, p. 121 et p. 140) que celle de revendiquer « le droit d'un individu à se sentir justifié d'exister comme il existe » (Bourdieu, 1997, p. 280). Cette revendication a ses limites mais on peut la penser comme une tentative authentique de la part de ces jeunes de s'en sortir dans l'épreuve des multiples difficultés physiques et psychologiques qu'ils disent devoir affronter.

L'objet de cet article revient à se demander comment le service civique peut répondre à des situations de dépossession de jeunes décrocheurs scolaires. Il permet aussi de s'appuyer sur les modes d'appropriation de ce dispositif – notamment sous le rapport au temps impliqué par ces différents usages – pour réfléchir aux différentes formes et degrés de vulnérabilisation de jeunes refusant le système scolaire tout autant qu'ils sont refusés par celui-ci. Dégager ce que Garreau appellerait des rapports « problématiques » au temps chez des jeunes en service civique, à un moment de la vie dont l'enjeu est précisément de se construire et où « se forme et se fixe l'image de soi » (Chamboredon, 2015), est la contribution que cet article entend apporter à une sociologie de la lutte contre les inégalités de jeunes issus des classes populaires en vue de compenser une scolarité interrompue et de faire leurs premiers pas sur le marché du travail.

1 Un temps « pour rien »

Le premier ensemble identifiable de décrocheurs scolaires concerne des jeunes que leur sortie/exclusion de l'école ainsi que leurs échecs (éventuels) à entrer sur le marché du travail maintiennent dans une situation d'isolement social qui les dépossède de la moindre emprise sur leur vie. Privés de soutiens familiaux et de l'officialisation d'une compétence acquise que procure la certification scolaire susceptible de les rattacher à un groupe professionnel, ils font partie des désaffiliés qui, selon Robert Castel, ne sont pas en condition de pouvoir s'assumer positivement comme individus (2001, p. 118-122). Leur degré de dépossession est tel qu'ils ne peuvent que reproduire durant le service civique le rapport distant qu'ils entretiennent aux institutions. Comme dans leur vie quotidienne, le temps du service civique est un *temps subi* qui ne construit rien de positif.

Caroline a 19 ans lorsqu'elle est « prise en service civique » après avoir connu une première tentative malheureuse de professionnalisation – il serait plus juste de parler dans son cas d'un décrochage professionnel à la suite d'un arrêt au bout d'un an d'un contrat de trois ans dans une maison de retraite après l'obtention d'un CAP ATMFC (assistant en milieux familial et collectif) dans lequel elle ne se reconnaît pas, ce qui équivaut dans son esprit à une non-certification. Caroline a déjà eu le temps de se confronter à la difficulté de s'inscrire durablement dans un métier. S'en est suivie une période de recherche infructueuse de travail et de prise de conscience de sa difficulté à exister socialement, autre manière de désigner le manque de reconnaissance :

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

> « *J'ai dû arrêter le contrat directement. Et après ça, j'ai pas retrouvé de travail, c'est qu'y avait rien du tout à me proposer dans ce que je voulais. Après j'ai rien trouvé d'autre. Pôle Emploi, y a rien. Les boîtes d'intérim non plus. Sinon faut avoir le permis mais … ça n'est pas pour l'instant.*
>
> *[…] Quand on dépose des CV dans les boîtes d'intérim personne nous rappelle, y disent « ah, il faut appeler » mais personne nous rappelle. À force, ça devient chiant quoi. On est jeune encore mais bon voilà* ! »

Caroline est sans soutien familial, son père est absent et sa mère ne travaille pas. En ce qui concerne sa venue au service civique, elle n'a eu d'autre recours que de suivre les conseils de son frère qui relèvent davantage de la débrouille que d'un quelconque souci d'engagement comme le propose le dispositif : elle « travaillera » dans une petite entreprise de communication dans le domaine de l'événementiel culturel connue de lui où elle distribuera des flyers, sans encadrement de la part d'un tuteur. Elle achèvera le service civique sans réaliser le moindre changement personnel, pour connaître la même galère dans son improbable accès à un travail.

Rencontrée à l'autre bout de la France, Marie tient des propos similaires concernant le barrage que représente l'accès au marché du travail (« *j'ai postulé mais personne m'a rappelée* »). Toutefois, son histoire se caractérise moins par un isolement que par une absence de contrôle de ses choix personnels. Elle vit chez sa mère qui, après un divorce, a commencé une formation en informatique. Sa venue au service civique à 17 ans fait suite à un décrochage scolaire qui remonte à la classe de quatrième (« *j'ai fréquenté des gens qui ne m'ont pas aidée, genre on a fait des conneries* »). Inscrite en centre de formation des apprentis (CFA), elle commence un apprentissage en coiffure (« *qui me plaît mais sans plus* ») interrompu après s'être « *faite virer par sa patronne* ». C'est sur les avis de conseillers de la Mission locale (ML) relayés par ceux du DAQ qu'elle arrivera en service civique combiné. À la différence de Caroline, Marie ne manque pas d'encadrement et les interventions en EHPAD ne lui déplaisent pas – « je ne pensais pas que j'allais autant aimer » dit-elle même. Ce qui ressort du récit de son service civique est la continuité de la relation d'extériorité qu'elle a entretenue à l'école et à sa première orientation professionnelle. Les cours reçus et les ateliers fréquentés (de théâtre notamment) ne sont jamais désignés comme des sources d'enrichissement personnel mais comme des actes d'imposition dont elle ne perçoit pas l'intérêt :

> « *Ils sont en train de nous apprendre des trucs pour le CAP […] Ils attendent de nous qu'on s'exprime bien, qu'on parle beaucoup ». Chaque matin, elle doit se faire violence pour venir aux cours « parce que j'ai pas envie de me réveiller … parce que je suis fatiguée* ».

Le service civique ne lui a pas donné le ressort pour se délivrer du temps subi de son adolescence. Le maintien de cette extériorité au temps du service civique conduit, en fonction des moments, soit au découragement soit à l'absentéisme.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

2 Un temps de répit

Par souci de se tenir près des théories de la vulnérabilité qu'elle expose, Garreau (2018, p. 132-139) oppose la conception « naturaliste » (le corps objet dépendant de besoins externes) à la conception « relationnelle » qui met les interactions au centre de la construction de l'identité des individus. La théorie de l'incorporation du social sur laquelle nous nous fondons permet de dépasser une telle opposition qui revient à méconnaître que le corps, pris dans sa matérialité biologique, est le premier lieu où les expériences de vie prennent forme, qu'elles concernent le rapport aux besoins de première nécessité ou les manières de se construire par les relations aux autres (Suaud, 2021). Ce rappel éclaire la situation particulière des jeunes décrocheurs qui accèdent au service civique en portant dans leur corps les marques d'une histoire qui les a déstructurés (difficulté à établir du lien, repli sur soi, perte de confiance en soi et dans les autres, etc.). Ces jeunes adhèrent sans retenue au qualificatif de « décrocheur », mot qui leur « colle à la peau ». Que peut faire un dispositif comme le service civique à ces jeunes chez lesquels l'impossibilité d'entrer dans le monde social normalisé est aussi profondément ancrée ? Moins rivée à des conditions sociales d'existence déstabilisantes que dans le point précédent, la situation de ces jeunes prend un tour de crise psychologique marquée.

L'effet sans doute le plus important du service civique est d'offrir à ces jeunes *un temps de répit* qui les sort d'un univers scolaire oppressant et qui va les autoriser à dire ouvertement le malaise dans lequel le décrochage les plonge : « *Je vais le dire franchement, j'aime pas du tout l'école* » dit Marc (17 ans, : mécanicien, : ouvrière), « J'en avais vraiment marre de l'école. Je veux vraiment travailler » dit Keylia (17 ans, la profession de ses parents n'est pas connue), quand Jeanne (19 ans, : employé municipal, : au foyer) avance de son côté :

> « *Quand j'ai arrêté, j'avais 17 ans. Et comme moi je n'aime pas l'école, l'école je déteste […] Je suis contente de ne plus faire ça aujourd'hui (mission en EHPAD). Si j'étais à l'école aujourd'hui, je pourrais pas. J'ai 19 ans, je suis trop vieille pour aller à l'école. Je vais avoir 20 ans. J'ai autre chose à faire que d'aller à l'école.* »

On ne peut qu'être saisi par la violence des mots qui leur viennent pour exprimer un « rejet de l'école » qui confine à de la « haine » intériorisée sous la forme physique d'un « besoin de bouger » unanimement revendiqué et, pour les cas plus avancés, de phobie scolaire (selon la terminologie à laquelle ils recourent eux-mêmes) impossible à canaliser. La parade obligée de la part des responsables du service civique consiste à aménager des temps de formation en groupes restreints dont les modalités pédagogiques rappellent le moins possible les pratiques scolaires instituées. Proposées dans le cadre de la MLDS, ces formations doivent garder un format souple garanti par des intervenants se vivant davantage comme des éducateurs plutôt que comme des enseignants.

L'enquête dans le sud-est de la France a révélé un fréquent cumul de troubles de l'apprentissage, et/ou d'expériences rapportées comme du harcèlement comme autant

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

d'obstacles incorporés à l'apprentissage scolaire et professionnel. Sébastien, 16 ans, issu de classes moyennes (parents séparés, père : assistant social, mère : secrétaire) et bon élève jusque-là, a vu sa scolarité se dégrader en classe de troisième : « *on travaillait pas. On faisait n'importe quoi. À la fin, il n'y a pas eu de surprise. On nous a tués partout* ». Ce sont des menaces physiques qui le déstabilisent durant la classe de seconde au point de lui faire arrêter les cours. Vu son âge, la psychologue-conseillère d'orientation lui propose un DAQ dans un autre établissement qui le conduira en service civique dont le plus grand mérite à ses yeux est de le mettre à distance de toutes ces agressions : « *Je préfère faire de l'Unis-Cité [association assurant son encadrement pendant le service civique] plutôt que d'aller au lycée* ». En revanche, le service civique ne lui sera que d'une faible utilité pour son avenir selon lui, si ce n'est de lui donner le temps de confirmer un penchant pour la vente.

Il est fréquent que ces blocages physiques, interdisant l'accès au collège ou au lycée, prennent une dimension psychologique se traduisant par des replis sur soi et des crises d'angoisse suscitées par l'école. C'est ce qui fait que Juliette, 17 ans, arrête brutalement les études, incapable d'aller en classe le jour de la rentrée en terminale. Elle n'incrimine pas les enseignants, « *c'est mon rapport au lycée qui ne va pas* ». C'est encore par peur de passer les tests pour la covid qu'elle renoncera à aller en EHPAD comme cela était prévu par Unis-Cité, ce qui lui vaudra d'avoir une activité en marge du programme consistant à mettre en ligne des portraits de volontaires accompagnés de courts textes. Ses parents – employé de bureau pour son père, employée de commerce pour sa mère – sont d'une « *attitude compréhensive* » mais elle doit faire face « *seule à son problème* ». Au terme de son service civique, son unique certitude est de « ne pas vouloir retourner au lycée ». En revanche, sans le savoir, elle partage avec Valentin (17 ans, seconde pro électricité) la même recherche inaboutie de « *ce qui ne [lui] plaît pas à l'école* ». Fâché avec son père avec qui il a « *travaillé au black* » (maraîcher), Valentin vit en bonne entente avec sa mère (naturopathe) et compte sur le service civique pour prolonger « une introspection » commencée quelques mois plus tôt. Mais se disant « bloqué sur lui-même », il n'arrive pas à mettre à profit l'encadrement d'Unis-Cité : « *Je n'arrive pas vraiment à me confier […] En sachant que je ne peux pas me débrouiller tout seul. Je ne veux pas quand même … en parler aux autres* ». Côté avenir, « *je n'en sais pas plus que vous* », telle sera sa réponse à l'enquêteur, se contentant de reconnaître que le service civique « a du sens » : « Ça me fait travailler, ça faisait un an et demi que je ne faisais rien. C'est beaucoup mieux pour le moral de faire quelque chose. »

L'histoire de Jade (18 ans) apporte une note plus positive sur ces jeunes décrocheurs à qui le service civique offre un temps de répit permettant de sortir de ce qui pour eux est une impasse scolaire. Jade fait partie de ces jeunes aux dispositions clivées qui a obtenu de très bonnes notes malgré sa dyslexie et ses absences répétées. C'est finalement une enseignante – « *le diable en personne* » – qui, par « *ses remarques désobligeantes* » a fini de la convaincre de « *fuir* » une filière (vente) qui « *ne lui plaisait pas* » (en année de première pro). Elle aussi vit avec sa mère au foyer (« *ni pauvre, ni riche* »), le père (éboueur) étant resté dans sa Corse natale après leur divorce. Jade est plutôt entreprenante, fait du théâtre, dit avoir appris au cours de sa mission chez les pompiers mais tout en regrettant d'avoir été réduite à un poste d'observation. Si

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

d'un côté elle pense ne pas avoir reçu l'encadrement attendu, le service civique lui aura permis de commencer à reprendre en main sa vie :

> « *Même s'ils ne m'aident pas, je vais quand même m'aider toute seule. J'espère qu'ils vont m'aider un peu. Je commence déjà à m'aider toute seule […] parce que moi, je me sens comme perdue au milieu du désert, de la forêt, de l'océan* ».

3 Un temps de travail

Unanimement, les jeunes interrogés disent vivre le service civique comme une expérience de confrontation avec le monde du travail pouvant les remettre en selle par l'apport de ressources dans la perspective de l'emploi (à plus ou moins long terme). Par exemple, le service civique est l'occasion d'apprentissages de rudiments professionnels liés à l'exercice de métiers dans des secteurs bien déterminés pour des jeunes rencontrés dans la Région PACA : c'est dans la musique que Walid (20 ans, sortant d'une terminale pro, et dont la mère est agent de nettoyage) apprend « *beaucoup de choses* », dans l'animation pour Nathalie (mineure qui a interrompu une seconde pro et dont le beau-père ingénieur et la mère est CRS), l'informatique pour Haroun (du même âge que Walid, dont les parents sont inactifs et qui n'a pas validé son CAP vente), dans le soin auprès des personnes âgées pour Suzy (24 ans, de niveau seconde pro, : maraîcher, : femme au foyer). Plus généralement, ils disent apprendre à agir en professionnel du fait des changements qu'opèrent sur eux le service civique, comme l'explique Suzy :

> « *J'ai toujours été une personne qui aime aider les autres. Mais avant je donnais beaucoup de moi-même et du coup je me sentais vide en fait parce que je donnais trop de ma personne. Et du coup je voulais trouver un travail dans ça pour pouvoir avoir des outils, les moyens et donc savoir comment pouvoir aider au mieux pour faire mieux avec les personnes.* »

Cet aspect du service civique comme travail s'observe aussi dans le vocabulaire qu'ils emploient pour désigner les tâches qu'ils réalisent ainsi que les conditions dans lesquelles ils le font :

> « *C'est un travail, j'ai un salaire, j'ai des patrons. J'ai des gens que je dois prévenir, appeler, discuter de mes projets. Je ne fais pas ce que je veux quand je veux. Donc déjà ça et puis c'est vraiment déjà agréable d'avoir vécu ça à 16 ans. Ce que j'ai appris le plus ? Comment on organise une vie professionnelle* » dit Olivier (16 ans, de niveau seconde pro, père : enseignant du secondaire, mère : infographiste).

Les formules de présentation du service civique dans leur bouche sont bien du registre du travail salarié :

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

> « *Les attentes que j'ai eues, c'est peut-être la motivation au sens professionnel. Le fait d'être en service civique, ça plonge un peu plus dans le monde professionnel. Et puis sur une longue période. C'est pas juste 2 semaines, 3 semaines ou juste un mois. C'est vraiment 9 mois. Donc c'est pas rien non plus. C'est comme les préquelles*[1] *du travail* » dit Mickaël (issu d'une première STMG, qui vit chez ses parents dont la profession n'est pas connue).

Les rapports d'activité que l'Agence du service civique publie chaque année confirment la priorité de l'accès au travail mise en avant par les jeunes eux-mêmes : « un moyen d'acquérir une expérience professionnelle » figure en tête, devant « un temps de découvertes et de rencontres », « l'occasion de faire un point sur sa vie », « l'opportunité de découvrir un secteur d'activité », « un moyen de se sentir utile ». Il est remarquable d'ailleurs que cette liste de motifs soit restée inchangée depuis le premier rapport d'activité de l'Agence en 2015 (seul le motif « l'opportunité de découvrir un secteur d'activité » apparaît en 2018). Même si « l'insertion professionnelle ne constitue pas l'objectif premier de ce dispositif d'engagement », comme cela est noté dans un rapport récent (Francou, 2021, p. 7), « les volontaires, avec l'appui de l'organisme qui les accueille, doivent concevoir un « projet d'avenir » au cours de leur mission. Leurs parcours scolaires et professionnels après le service civique sont donc un enjeu important ». Le même rapport conclut en termes explicites : « Le service civique attire plus souvent les volontaires pour l'expérience professionnelle et le revenu qu'il procure que pour l'envie d'accomplir une mission d'intérêt général ». Plus profondément, on peut aller jusqu'à dire que le travail se présente comme la principale instance symbolique porteuse de sens aux yeux de ces jeunes dans la mesure où le service civique les arrache à l'insignifiance. Ce qui caractérise ce rapport au temps du travail n'est pas tant le fait que « la mission » soit décrite comme « un travail » – ce qui après tout est le lot commun de tous les interviewés – que cette insistance à dire que le travail est ce qui peut les faire « exister ». Pour les jeunes interviewés, celui qui fait un service civique, c'est celui qui « *ne fait pas rien* », qui cherche à rompre avec un état antérieur peu valorisant et valorisable, passé à « *traîner partout, avec les copines, à rien faire, à ne pas avoir de vie. Sans rien* », comme dit Sandra (17 ans, elle a décroché au collège et vit chez son père inapte au travail dans le secteur du bâtiment). À les écouter, le fait que le service civique se situe du côté du travail justifie socialement leur situation de n'être ni à l'école (en formation plus largement) ni en emploi par opposition au temps d'avant le service civique, temps injustifiable car « il faut être inscrit quelque part », dit Olivier, temps invivable, « *j'ai rien fait pendant longtemps, pendant au moins 7 mois j'ai rien fait. C'était dur* », dit Léa (16 ans, de niveau troisième, père : expert géomètre et mère : vendeuse). Le temps d'activité du service civique leur fait percevoir la période d'avant comme un temps vide, vide de significations et vide de soi : « *Je n'ai vraiment rien fait, je passais mon temps un peu comme ça, je sortais voilà, j'étais perdue* », dit Suzy. « *Cette année j'avais pas grand-chose à faire* », « *je ne faisais clairement rien* » ou encore « *je ne faisais rien du tout* » déclarent encore

[1] Les préquelles désignent habituellement le récit de ce qui précède le cycle principal d'une œuvre littéraire ou cinématographique. Il est écrit après que celui-ci ait été créé et, parfois, constitue une œuvre à part entière.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

Haroun (20 ans, niveau deuxième année CAP vente, père : concierge de profession mais inactif car malade au moment de l'enquête), Sébastien et Mickaël. À leurs yeux, le service civique permet de se relever : « *Déjà ça me fait travailler. Ça faisait un an et trois mois que je ne faisais rien, déjà c'est beaucoup mieux pour le moral* » dit Sébastien. « Je ne fais pas rien de mes journées, je travaille » dit de son côté Pedro (22 ans, de niveau terminale pro, père : cadre et mère : caissière). Le service civique est un temps profitable pour soi, ce que les jeunes s'emploient à (dé)montrer en recourant très fréquemment à des références aux temporalités que le travail impose et présentées comme redonnant du sens à ce qu'ils font et à ce qu'ils sont en tant que « cadre » permettant de recouvrer un « rythme de vie », de « se resociabiliser », de « rebouger », ce qui est « mieux que de se lever à 15 heures ».

Le sens de l'exactitude et le respect des horaires sont très souvent mentionnés pour marquer leur découverte de réalités sociales avec lesquelles ils n'étaient pas familiarisés, à l'instar de Laëtitia (22 ans qui a interrompu ses tout débuts d'études supérieures et dont la mère est secrétaire) :

> « *Ma vie a changé dans le sens où avant je me levais pas le matin. Je me levais à 10 heure et tout et j'étais plus habituée. Alors que là voilà je me lève à 7 heure comme tous ceux qui travaillent ou tous ceux qui travaillent un peu plus tôt mais j'ai des horaires fixés.* »

Sens de l'exactitude et respect des horaires peuvent certes être encore fragiles, comme dans le cas de Jeanne (mineure qui vit chez sa mère et de niveau de fin de collège) : « *J'ai pas envie de me réveiller. Je fais des efforts. J'y vais plus. Sauf là parce que j'ai un problème mais sinon j'y vais* ». Le propos est plus assuré chez Nathalie qui compte ces dispositions comme une compétence désormais acquise :

> « *J'ai appris à me lever tôt, à respecter les horaires de travail. Parce que d'habitude … quand c'était le lycée j'y allais un peu quand je voulais. Là je me suis dit non. Je me suis motivée. Je suis tout le temps là. Ça c'est déjà une bonne compétence* ».

Pour ces jeunes, le service civique les insère dans un temps stable, fait de contraintes inconnues liées à l'activité de leur « mission » qu'ils vivent comme un travail et qui exige d'eux un véritable processus d'incorporation de dispositions à entrer dans des collectifs. La distance à l'école est encore trop grande pour qu'ils s'autorisent à reprendre le fil de la formation interrompue. L'expérience du service civique vécu comme découverte du monde du travail est un temps fort qui les convainc toutefois que le salut social ne peut venir que de cette perspective qu'il importe de faire advenir le plus tôt possible.

4 Un temps de révélation du probable

Si l'Agence du service civique fait savoir que les jeunes sont très largement satisfaits de leur service civique (à plus de 90 %), cette information ne permet pas de connaître

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

très précisément les motifs de leur satisfaction. Ceux-ci sont parfois liés au fait que les missions réalisées ont eu une fonction de révélation en termes d'orientation professionnelle personnelle. On pense ici au cas de Nathalie pour laquelle la mission de service civique est venue la reconnecter au projet d'une inscription dans une formation après un parcours scolaire arrêté pour cause de mauvaise orientation. Elle a interrompu sa scolarité en seconde pro services aux personnes et aux territoires en fin d'année civile précédente et présente sa mission de service civique et son projet comme les deux faces d'une même pièce :

> « *J'ai décidé d'arrêter [bac pro] et d'attendre la rentrée prochaine pour reprendre les études que je veux faire vraiment. Je voudrais faire un BPJEPS [brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport] dans le sport et l'animation. Et en attendant du coup, histoire de ne pas être déscolarisée à mon insu je me suis dit que … justement je suis dans une mission où on fait de l'animation* ».

Suzy intervient, dans le cadre de son service civique, auprès de personnes en situation de handicap, et veut « faire moniteur éducateur » à l'issue. Elle a, la veille de l'entretien, « passé [son] concours d'entrée ». Tom, 16 ans, qui a interrompu une seconde bac pro aide à la personne (père : policier, mère : esthéticienne), veut, « *comme pendant le service civique, travailler en tant qu'animateur dans un EHPAD* ». La part significative de jeunes enquêtés ayant ou préparant le Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA), et, pour quelques-uns se destinant au métier d'éducateur (*via* un CAP petite enfance ou un BPJEPS), laisse à penser que l'accompagnement en service civique, à la périphérie du système scolaire, développe des dispositions en affinité avec les objectifs et l'éthique de l'éducation populaire avec laquelle ils ressentent une vraie proximité. Telle est la posture dans laquelle se trouve Vincent (19 ans) qui fait son service civique dans une Mission Locale (il vit dans un foyer de jeunes travailleurs (FJT) et est de niveau première pro) et qui, après un passage par un foyer d'accueil offrant des formations professionnelles, déclare trouver dans sa connaissance des quartiers et ses années de galère les ressources adéquates pour amener, à son tour, les jeunes inoccupés vers les institutions intégratrices – preuve s'il en est que ces vulnérabilisés ne sont pas tous à envisager tous comme dépourvus de la capacité à faire valoir des ressources :

« Qu'est-ce que ça veut dire précisément ? Tu es issu toi-même d'un quartier ? Où est-ce que tu vas voir les jeunes des quartiers ? »

> « *Oui je suis issu d'un quartier et oui oui on va les voir, c'est aussi notre mission, aller les démarcher … bah vous faites quoi aujourd'hui ? Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? Nous on a des animations à faire, vous voudriez qu'on fasse quoi ? Tatatatitata … c'est du bouche-à-oreille, ça se fait sur le tas. On n'a pas forcément de questions bien définies, on a une petite trame aussi histoire de pas se perdre dans tous les détails mais après je veux dire ça se fait surtout dans du face à face, à l'instinct sur le moment venu. Et c'est ça que j'aimais parce que moi qui suis issu de*

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

quartiers, on voit autre chose que d'être jeune du quartier. Là on voit un côté animateur c'est-à-dire on se retrouve un petit peu de l'autre côté du champ de vision on voit les choses différemment et c'est là on voit qu'on peut pas tout faire, tout amener parce que moi quand j'étais plus jeune je suis pas vieux mais je vais dire quand j'avais 12-13 ans mais pourquoi on fait pas ci, on fait pas ça ? »

De ces témoignages, il ressort l'importance du travail des personnes accompagnant ces jeunes qui jouent le rôle d'« authentiques référents significatifs » (Chamboredon, 2015). Ils en mentionnent le rôle central ayant infléchi de façon déterminante le déroulement de leur service civique, leur ayant apporté une aide pour assurer leur maintien dans l'engagement et préparer leurs décisions d'orientation dès lors qu'ils se sont sentis « investis », selon le mot de Caroline (18 ans, interruption des études en première STMG, : chef d'entreprise, elle vit chez lui). Notre enquête rappelle les observations de stages de formation délivrant le BAFA réalisées par Vanessa Pinto montrant que les stagiaires les plus participatifs n'appartiennent ni aux classes populaires les plus déstabilisées (qui refusent « ces jeux débiles ») ni aux classes moyennes et supérieures qui jettent un œil méprisant sur ce qui ne peut être qu'une occupation secondaire. Dans une logique du « ni trop bas », « ni trop haut », ce sont des jeunes de petites classes moyennes ou de classes populaires qui se font remarquer par les formateurs ; situés aux marges de l'école, ils ont vécu leur acceptation au BAFA comme « une forme de consécration qui les a d'autant plus comblés qu'elle était rare pour eux » (2015, p. 81). Encore fallait-il qu'ils vivent leur stage BAFA comme « la découverte […] de la valeur de leurs ressources spécifiques au sein d'un univers proche mais distinct de l'école » comme peuvent être attachés à leur service civique des jeunes décrocheurs scolaires rencontrés bénéficiant de l'étayage des professionnels socialement chargés de les accompagner.

Tout ce travail pédagogique et moral ne doit toutefois pas être surévalué, comme l'indique aussi l'analyse de Vanessa Pinto, le service civique ne dérogeant pas à l'effet des déterminants sociaux qui commandent les processus de socialisation. Le service civique constitue pour certains l'occasion d'un réajustement plus réaliste de leurs ambitions : leurs missions, peu qualifiées, fondées sur le relationnel avec les publics « en difficulté » (les pauvres, les personnes âgées), les préparent à envisager une orientation professionnelle du même type. Le service civique fait ici office d'« apprentissage des possibles professionnels » (Zunigo, 2013). Par exemple, des jeunes filles, rencontrées dans le cadre de l'enquête réalisée dans le sud-est de la France, se préparaient à entrer en CAP petite enfance en alternance à l'issue de leur service civique ; pour elles, le service civique constitue finalement un dispositif d'ajustement entre aspirations et chances d'insertion professionnelle. C'est aussi le cas de Laëtitia (22 ans, elle vit chez sa mère, secrétaire) qui, au vu des métiers de l'école qu'elle découvre dans le cadre de son service civique, a le sentiment de trouver sa voie dans celui des ATSEM (agent territorial spécialisé des écoles maternelles) qu'elle assiste après que l'échec en première année à l'Université en faculté des lettres l'a détournée de celui d'enseignant qu'elle juge désormais inaccessible. Par ailleurs, la logique du projet porté par les tuteurs au-delà du temps du service civique ne saurait déroger aux chances objectives

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

attachées à la condition des jeunes décrocheurs, surtout quand les incertitudes sur le devenir professionnel et l'urgence à se placer se font trop fortes. Le type de projet passant ou non par une formation est fortement corrélé au niveau scolaire des jeunes rencontrés. En l'espèce, les moins bien lotis envisagent plutôt des voies conduisant plus directement à l'emploi comme on l'a vu au point précédent quand les plus dotés de notre échantillon n'envisagent jamais rien qui ne soit pas d'abord adossé à une formation : Olivier souhaite :

> « *intégrer un petit peu un bac pro qui permettrait de passer le temps jusqu'au bac mais il faut qu'il me plaise à peu près et avoir un bac et puis ensuite ça serait la fac en psycho pour travailler … plutôt sur la névrose et la psychose* ».

Hugo (19 ans, père : chef d'entreprise, mère : psychologue) veut, quant à lui, « *éviter de rentrer dans l'emploi directement* ». Ces jeunes entendent mettre à profit le temps du service civique pour réparer des orientations malheureuses, dans les limites des destins professionnels probables, quitte à revenir dans des filières de formation cette fois-ci assumées.

5 La difficile conquête d'un temps pour soi

L'engagement citoyen des décrocheurs scolaires rencontrés au cours de leur service civique revêt la forme d'un chemin de (re)construction de soi plus ou moins difficile comme individu source d'autonomie, de pensée et d'action (Durkheim, 2013 ; Castel, 1995). C'est ainsi que deux jeunes femmes font valoir que leur implication dans les missions de service civique s'adosse à un refus d'une vie assignée au foyer, sans valeur et sans intérêt à leurs yeux et que des conditions plus favorables leur permettent (enfin !) d'imaginer comme possible : c'est la rupture avec un mari, épousé très jeune et qui lui interdisait de travailler, qui pousse Leïla (23 ans, père : travailleur agricole, décédé au moment de l'enquête, mère : au foyer), pendant son service civique, à s'inscrire dans un projet de reprise des études trop tôt interrompues. De son côté, Anne-Lise (17 ans, qui a abandonné une seconde gestion-administration, père : agent de nettoyage, mère : inactive), écoutée, encouragée, soutenue (y compris parfois financièrement) par les personnels gravitant autour de son service civique combiné, étayée dans son investissement personnel très fort par le contexte de déroulement à la fois des missions (rencontre « de nouvelles personnes ») et des temps scolaires (« avec mes amis », « j'apprends des choses »), dit avoir gagné « énormément en autonomie », et, « partie de rien, [avoir monté] tout doucement l'escalier ». Vivant avec son copain chez ses beaux-parents qui lui offrent des conditions de stabilité propices à se retrouver, elle repousse la proposition d'accueil de son père qui refuse qu'elle retourne à l'école :

> « *Il voulait que je retourne chez lui sauf que j'allais pas rester chez moi à ne rien faire parce que ça commençait à me saouler. Ce n'est pas une vie de rester tout le temps enfermé à la maison à ne rien faire.* »

À travers les activités proposées et les relations dans lesquelles les volontaires sont immergés, le service civique contribue à soutenir leur quête d'individuation – ils men-

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

tionnent les effets de l'accompagnement dont ils bénéficient en termes de changements dans ce qu'ils font et dans ce qu'ils sont. Ils recourent à l'image de la maturité, de la croissance (« j'ai grandi », « j'ai mûri » sont des formules qu'on entend très fréquemment de leur part) pour suggérer des transformations dans leurs manières d'être. Ce sont des jeunes en train de se re-découvrir eux-mêmes, qui s'autorisent, comme Sandra et Pierre (18 ans, : chaudronnier), à « penser positivement à eux ». Indra (18 ans, inscrite au CNED depuis ses 12 ans, de père ouvrier en bâtiment) parle ainsi du service civique comme :

> « *[ayant] changé [sa] vie [dans le sens où] avant, de moi-même, ça m'aurait jamais arrivé de parler de moi-même à quelqu'un comme ça … donc moi ça m'a permis de m'ouvrir aux gens. Au téléphone maintenant ça me pose même plus de problèmes pour mes rendez-vous à moi, je prends mon téléphone, j'appelle, voilà* ».

Les registres des changements personnels attribués au passage par le service civique sont multiples (ouverture aux autres, confiance accordée, plus grande assurance dans les rapports à soi et à autrui ou, encore, l'opportunité de sortir de (chez) soi). Après avoir obtenu un CAP en menuiserie dans le cadre d'un CFA, filière pour laquelle il a peu de goût et à laquelle il est venu, « un petit peu paumé », pour suivre « un ami du collège », William (20 ans, père : employé municipal, mère : au foyer) a tenté une première fois, sans y parvenir, de faire un service civique. Puis, il a fait de la manutention en intérim avant de retenter sa chance, cette fois de façon réussie, pour un service civique. Il se décrit lui-même comme « individualiste », ne cherchant « pas trop le dialogue avec les autres », marqué par la proximité à la maison d'un frère malade accaparant l'attention des parents.

« Tu as déjà fait avant le SC un long travail de maturation psychologique. Est-ce que le SC apporte quelque chose de plus ? »

> « *Je pense qu'il apporte le côté humain. Comme je disais, j'étais assez renfermé. Et le fait d'avoir des gens autour de moi qui n'ont pas forcément les mêmes projets de vie … ça socialise un petit peu. J'ai des amis – c'est peut-être un peu bizarre – que je vois pas très régulièrement, que je voyais plus régulièrement pendant mon année de vide. Maintenant, ça me permet d'avoir une autre opinion que la mienne, de me remettre en question. Je pense que ce n'est pas bon de rester dans mon coin comme j'ai eu un peu l'habitude de faire. Je m'y plaisais plutôt. Il faut savoir sortir de ça et à son rythme.* »

Les progrès d'ordre personnel sont souvent évoqués en relation aux autres, les mots clés revenant le plus souvent étant « confiance », « assurance » et « reconnaissance ». Ils tirent avantage de leur expérience dans le sens d'une plus grande capacité à se prendre en charge eux-mêmes.

Des différences notables sont cependant à faire entre eux. Ainsi, la minorité des jeunes interrogés venus des classes moyennes ou des fractions les plus stabilisées des classes

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

populaires ont des parcours différents de ceux des milieux sociaux très précarisés. Ce ne sont pas tant les conditions matérielles d'existence qui sont en jeu dans leurs récits que des questions de construction de soi de jeunes confrontés à des difficultés présentées par eux comme des handicaps (Lara, 24 ans, qui a un CAP, père : ingénieur, mère : infirmière, est prise en charge très tôt pour des troubles spécifiques des apprentissages et est travaillée par son identité d'enfant adoptée), des problèmes d'identité de genre (Pedro (22 ans), père : cadre, mère : caissière, né fille et qui est en cours de procédure pour changer de sexe) et de harcèlement scolaire (Léa (16 ans) est en conflit avec ses parents, dont le statut socioéconomique, père : expert géomètre, mère : vendeuse) lui permet toutefois d'avoir un logement indépendant) ou encore liées au cadre scolaire jugé trop peu fondé sur la relation humaine (Olivier). Tout se passe comme si de meilleures conditions sociales d'existence, d'autres ressources que scolaires (mises à disposition par leur famille notamment), autorisaient ces jeunes-là à envisager le temps du service civique, soustrait à tout classement scolaire et à l'urgence de se placer sur le marché de l'emploi, comme un temps des possibles (possible interrogation sur eux-mêmes et possibles professionnels pas encore arrêtés). Le défi de ces jeunes plus soutenus familialement est d'oser s'approprier le temps du service civique comme d'un temps pour soi, sans autre contrainte que de se reconstruire selon des chemins assumés positivement mais sans que les obstacles à la réalisation de soi venus du parcours difficile ne soient véritablement levés.

Conclusion

Le présent article montre que le service civique – qui a fait l'objet d'autres lectures que la nôtre ne disqualifie pas et qui privilégient tantôt l'aspect de dispositif promouvant l'éducation à la citoyenneté politique (Becquet, 2021) tantôt celui de politique de l'emploi qui ne dit pas son nom (Ihaddadene, 2018) – peut être envisagé comme un dispositif visant sinon à résoudre du moins à atténuer la vulnérabilité dont pâtissent des individus dans des aspects susceptibles d'être modifiés. Il s'agit, en l'occurrence, d'apporter à ceux-ci des ressources dont ils sont dépourvus, ce qui les empêche d'accéder aux moyens de répondre à l'exigence contemporaine d'être un individu (Castel, 2009). Parmi toutes les facettes de la fragilité et du caractère vulnérabilisé de leur état qui caractérise les décrocheurs scolaires, nous avons retenu comment ces jeunes, privés de la temporalité protectrice du système d'enseignement, sont amenés à se construire individuellement et socialement en s'appropriant le temps du service civique.

La variété des modes d'appropriation du service civique que nous avons fait apparaître est probablement une chance susceptible de permettre de répondre aux situations multiples de jeunes soumis aux aléas d'une vie à distance de l'école. Encore faut-il pour cela que le service civique soit un dispositif suffisamment souple, avec sa diversité d'encadrants et la multiplicité des lieux de mission, pour répondre à des demandes souvent peu formulées explicitement et qui exigent d'être écoutées avec attention pour être satisfaites. Au moment où la mise en œuvre d'un service national universel (SNU) plus standardisé et de courte durée revient sur le devant de la scène politique et de l'action publique – on pourrait également évoquer la mise en œuvre récente suivant des modalités semblables du Contrat d'engagement jeune (CEJ) –, il était nécessaire d'objectiver les enjeux d'une prise en charge telle que le service civique la

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796

propose. La prise en compte de la parole de jeunes abîmés par la vie conduit à mieux percevoir les conditions, notamment en ce qui concerne le rapport au temps, qui leur assureraient de réelles chances de reconstruction, eux dont l'expérience scolaire difficile rend « problématiques » (Garreau, 2018) les premiers pas professionnels.

Références bibliographiques

Becquet, V. (dir.) (2021). (S') éduquer par l'engagement. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 88.

Bernard, P.-Y., Houdeville, G., Jacob, C. et Suaud, C. (2021). Etude sur les effets de l'accompagnement de décrocheurs scolaires en service civique. Rapport pour l'Agence du service civique, Cens, Cren, Nantes Université.

Blanchet, J. et Serres, J.-F. (2017). Service civique : quel bilan ? Quelles perspectives ? Conseil économique, social et environnemental.

Bourdieu, P. (1997). *Méditations pascaliennes*. Seuil.

Castel, R. (1995). *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*. Fayard.

Castel, R., Haroche, C. (2001). *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*. Fayard.

Castel, R. (2009). *La montée des incertitudes*. Travail, protections, statut de l'individu. Seuil.

Chamboredon, J.C. (2015). *Jeunesse et classes sociales*. Éditions de la rue d'Ulm.

Couronné, J. et Sarfati, F. (2018). Une jeunesse (in)visible : les « NEETS vulnérables » de la Garantie jeunes. *Travail et emploi*. 153(1), 41-66.

Durkheim, E. (2013). *Éducation et sociologie*. PUF.

Duvoux, N. (2021). « Postface ». Dans A. Choukri Ben, *Grande pauvreté, inégalités sociales et école*. Berger Levrault.

Faure, S. et Thin, D. (2019). *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires*. La dispute.

Garreau, M. (2018). *Politiques de la vulnérabilité*. Éditions du CNRS.

Fleuriel, JF. Goubet, Mierzejewski, S. et Schotté, M. (dir.) (2021). *Ce qu'incorporer veut dire.* Presses Universitaires du Septentrion.

Francou, Q. (2021). Évaluation du service civique. Résultats de l'enquête sur les parcours et les missions des volontaires, Rapport d'étude INJEP.

Halbwachs, M. (1997). La mémoire collective. Albin Michel.

Honneth, A. (2020). *La reconnaissance. Histoire européenne d'une idée*. Gallimard.

Houdeville, G. et Suaud, C. (2019). Des décrocheurs scolaires en service civique : des passagers clandestins ? Lormont : Le bord de l'eau.

Houdeville, G., Perrier, R. et Suaud, C. (2020). Le service civique, un dispositif de dé/re-construction des aspirations juvéniles. *Formation Emploi*, 152 (4), 75-95.

Ihaddadene, F. (2018). *La marchandisation de l'engagement des jeunes : les "dérives" du service civique à la Ligue de l'enseignement*. Thèse de sociologie. Université de Nanterre.

Pinto, V. (2015). Entre Versailles et Les Mureaux. Des jeunes stagiaires BAFA aux styles de vie et aux modes d'engagement dans l'animation différenciés. Dans J. Camus, F. Lebon, *Regards sociologiques sur l'animation* (pp. 71-84). La Documentation française.

Suaud, C. (2021). Apprendre/désapprendre par corps. Dans S. Fleuriel, JF. Goubet, S. Mierzejewski et M. Schotté (dir.), *Ce qu'incorporer veut dire.* Presses Universitaires du Septentrion.

Zunigo, X. (2013). *La prise en charge du chômage des jeunes*. Éditions du croquant.

Published in : M.-H. JACQUES (dir.), *Revue Education, Santé, Sociétés, Vol. 9, No. 1*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004796, doi : 10.17184/eac.9782813004796